

No. 27944

**FRANCE
and
ZAIRE**

**Agreement for the avoidance of double taxation in the field of
air transport in international traffic. Signed at Kinshasa
on 29 April 1989**

Authentic text: French.

Registered by France on 26 February 1991.

**FRANCE
et
ZAÏRE**

**Accord en vue d'éviter la double imposition en matière de
transport aérien en trafic international. Signé à Kin-
shasa le 29 avril 1989**

Texte authentique : français.

Enregistré par la France le 26 février 1991.

ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE CONSEIL EXÉCUTIF DE LA RÉPUBLIQUE DU ZAÏRE EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE DE TRANSPORT AÉRIEN EN TRAFIC INTERNATIONAL

Le Gouvernement de la République française et le Conseil Exécutif de la République du Zaïre, désireux de conclure un accord en vue d'éviter la double imposition des revenus, bénéfices et plus-values des entreprises qui se consacrent au transport aérien en trafic international,

sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1

Le présent Accord s'applique à tous impôts et taxes sur les revenus, bénéfices et plus-values.

ARTICLE 2

Aux fins du présent Accord :

1. *Les expressions "un Etat" et "l'autre Etat" désignent, suivant les cas, la République française ou la République du Zaïre.*
2. *L'expression "entreprise d'un Etat" désigne AIR ZAÏRE dans le cas de la République du Zaïre et U.T.A. dans le cas de la République française, ainsi que toute entreprise de transport aérien qu'un Etat aura désignée à l'autre Etat par notification écrite et que cet autre Etat aura expressément agréée.*
3. *L'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un aéronef exploité par une entreprise d'un Etat, sauf lorsque l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat.*
4. *L'expression "activités accessoires aux activités de transport aérien" comprend notamment les services auxiliaires au transport des passagers et des marchandises, rendus ou non à d'autres entreprises, la gestion de la trésorerie de l'entreprise, la vente de billets de passage, la location de conteneurs appartenant à l'entreprise.*

¹ Entré en vigueur le 22 juin 1990, date de réception de la dernière des notifications (des 23 septembre 1989 et 25 avril 1990) par lesquelles les Parties se sont informées de l'accomplissement des procédures requises par leur législation, conformément à l'article 7.

5. *L'expression "autorité compétente" désigne*
- a) *dans le cas de la République française, le Ministre chargé du Budget ou son représentant autorisé ;*
 - b) *dans le cas de la République du Zaïre, le Commissaire d'Etat aux Finances ou son représentant autorisé.*

ARTICLE 3

1. *Les revenus, bénéfices et plus-values qu'une entreprise d'un Etat retire d'activités de transport aérien en trafic international et de la cession des biens affectés à ces activités ne sont imposables que dans cet Etat si le siège de direction effective de l'entreprise y est situé.*
2. *Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent également aux revenus et bénéfices provenant d'activités accessoires aux activités de transport aérien et aux plus-values provenant de la cession des biens affectés à ces activités, ainsi qu'aux revenus, bénéfices et plus-values qu'une entreprise d'un Etat retire d'une participation à un pool ou à une exploitation en commun ou à un organisme international d'exploitation.*

ARTICLE 4

Nonobstant les dispositions de l'article 1, une entreprise d'un Etat n'est redevable dans l'autre Etat d'aucune imposition, ni soumise à aucune obligation fiscale, autres ou plus lourdes que celles auxquelles est ou pourra être assujettie une entreprise de l'autre Etat.

ARTICLE 5

1. *Les autorités compétentes des Etats s'efforcent de trouver une solution amiable pour résoudre les difficultés auxquelles peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application du présent Accord.*
2. *Les autorités compétentes des Etats peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à une solution comme il est indiqué au paragraphe précédent. Lorsque des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter un accord amiable, ils peuvent avoir lieu au sein d'une commission composée de représentants des autorités compétentes des Etats.*

ARTICLE 6

Le présent Accord s'applique :

- a) *en ce qui concerne la France, aux départements européens et d'outre-mer de la République française ;*
- b) *en ce qui concerne le Zaïre, au territoire de la République du Zaïre.*

ARTICLE 7

Chacun des Etats notifiera à l'autre, par écrit et par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur du présent Accord. Celui-ci entrera en vigueur le jour de réception de la dernière de ces notifications. Ses dispositions s'appliqueront pour la première fois aux revenus, bénéfices et plus-values réalisées pendant l'exercice comptable en cours à la date d'entrée en vigueur de l'Accord. Elles s'appliqueront également aux revenus, bénéfices et plus-values pour l'imposition desquels un litige est en cours à cette même date.

ARTICLE 8

Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Chaque Etat pourra à tout moment, par voie diplomatique, notifier par écrit à l'autre Etat son intention de mettre fin au présent Accord moyennant un préavis de douze mois à compter de la date de réception de la notification par l'autre Etat. Dans ce cas, les dispositions de l'Accord s'appliqueront pour la dernière fois aux revenus, bénéfices et plus-values afférents à l'exercice comptable en cours à la date d'expiration du préavis.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Kinshasa , le 29 avril 1989

en double exemplaire.

Pour le Gouvernement
de la République française :

[Signé — Signed]¹

Pour le Conseil Exécutif
de la République du Zaïre :

[Signé — Signed]²

¹ Signé par Jacques Pelletier — Signed by Jacques Pelletier.

² Signé par Nyiwa Mobutu — Signed by Nyiwa Mobutu.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE EXECUTIVE COUNCIL OF THE REPUBLIC OF ZAIRE FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION IN THE FIELD OF AIR TRANSPORT IN INTERNATIONAL TRAFFIC

The Government of the French Republic and the Executive Council of the Republic of Zaire, desiring to conclude an agreement for the avoidance of double taxation of income, profits and capital gains of enterprises engaging in air transport in international traffic,

Have agreed as follows:

Article 1

This Agreement shall apply to all taxes and duties on income, profits and capital gains.

Article 2

For the purposes of this Agreement,

1. The terms “a State” and “the other State” shall mean the French Republic or the Republic of Zaire, as applicable.

2. The term “enterprise of a State” shall mean Air Zaïre, in the case of the Republic of Zaire, and U.T.A., in the case of the French Republic, as well as any air transport enterprise of which a State has informed the other State in writing and which that other State has expressly approved.

3. The term “international traffic” shall mean any transport by means of an aircraft operated by an enterprise of a State, except where the aircraft is operated only between points situated in the other State.

4. The term “air-transport-related activities” shall include, in particular, services associated with the transport of passengers and cargo, whether or not provided to other enterprises, management of the funds of the enterprise, sale of passenger tickets and rental or lease of containers belonging to the enterprise.

5. The term “competent authority” shall mean:

(a) In the case of the French Republic, the Minister of the Budget or his authorized representative;

(b) In the case of Zaire, the State Commissioner of Finance or his authorized representative.

¹ Came into force on 22 June 1990, the date of receipt of the last of the notifications (of 23 September 1989 and 25 April 1990) by which the Parties informed each other of the completion of the formalities required by their legislation, in accordance with article 7.

Article 3

1. Income, profits and capital gains derived by an enterprise of a State from air transport activities in international traffic or from the alienation of property used in such activities may be taxed only in that State if the place of effective management of the enterprise is situated there.

2. The provisions of paragraph 1 above shall also apply to income and profits derived from air-transport-related activities, to capital gains derived from the alienation of property used in such activities and to income, profits and capital gains obtained by an enterprise of a State through participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 4

The provisions of article 1 above notwithstanding, an enterprise of a State shall not be liable in the other State for any tax or subjected to any fiscal requirement other or more burdensome than the tax or fiscal requirement to which an enterprise of the other State is or may be subjected.

Article 5

1. The competent authorities of the States shall endeavour to reach an amicable settlement in the event of any difficulties in the interpretation or implementation of this Agreement.

2. The competent authorities of the States may communicate directly with each other for the purpose of reaching a settlement pursuant to the preceding paragraph. If it appears that oral discussions could facilitate an amicable agreement, these may take place in a committee composed of representatives of the competent authorities of the States.

Article 6

This Agreement shall apply:

(a) With respect to France, to the European and overseas departments of the French Republic;

(b) With respect to Zaire, to the territory of the Republic of Zaire.

Article 7

Each State shall notify the other in writing, through the diplomatic channel, of the completion of the formalities required by its legislation for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force on the day of receipt of the last such notification. Its provisions shall apply for the first time to income, profits and capital gains earned during the accounting period in progress on the date of entry into force of the Agreement. They shall also apply to income, profits and capital gains taxation of which is the subject of dispute on that date.

Article 8

This Agreement is concluded for an indefinite period. Each State at any time may notify the other State through the diplomatic channel of its intention to terminate this Agreement by giving twelve months' notice, counting from the date of receipt of such notice by the other State. In that event the provisions of the Agree-

ment shall last apply to income, profits and capital gains for the accounting period in progress at the end of the notice period.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized for the purpose, have signed this Agreement.

DONE at Kinshasa on 29 April 1989 in duplicate.

For the Government
of the French Republic:

[Signed — Signé]¹

For the Government
of the Republic of Zaire:

[Signed — Signé]²

¹ Signed by Jacques Pelletier — Signé par Jacques Pelletier.

² Signed by Nyiwa Mobutu — Signé par Nyiwa Mobutu.

